

# Jean Lesage vous parle. Les grands discours de la Révolution tranquille

Jean-Nicolas De Surmont

Numéro 133, printemps 2018

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/88512ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

De Surmont, J.-N. (2018). Compte rendu de [Jean Lesage vous parle. Les grands discours de la Révolution tranquille]. *Cap-aux-Diamants*, (133), 44–45.



*Jean Lesage vous parle. Les grands discours de la Révolution tranquille. Discours choisis et présentés par Denis Monière et Jean-François Simard. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2017, 387 p.*

« À l'occasion du 150<sup>e</sup> anniversaire du Parti libéral, la Société du patrimoine politique du Québec (SOPPOQ) a rassemblé les plus grands discours prononcés par l'un des plus brillants orateurs québécois du XX<sup>e</sup> siècle. Cette anthologie nous rappelle à quel point il est impossible de faire référence à l'architecture contemporaine du modèle québécois sans tôt ou tard faire référence au gouvernement dont il fut responsable de 1960 à 1966. Les écrits de Jean Lesage nous ramènent à la genèse de l'État, force motrice de la Révolution tranquille. Ils nous permettent de revisiter les débats qui ont permis aux Québécois de construire un État moderne. »

Les deux auteurs qui ont participé à l'édition des discours de Jean Lesage et à la rédaction de deux études sur ceux-ci, Denis Monière et Jean-François Simard, sont d'ardents défenseurs de la Société du patrimoine politique (SOPPOQ) qui offre au grand public sur son site Web l'intégralité des discours

des premiers ministres du Québec depuis 1867, ainsi qu'une recension exhaustive des plateformes électorales des formations politiques depuis les quatre dernières décennies. La publication de cet ouvrage n'en soulève pas moins quelques questions sur la paternité des discours de Jean Lesage. Sans aborder l'ouvrage dans l'optique d'un compte rendu linéaire, chapitre par chapitre, nous avons soulevé ici quelques éléments qui nous semblent importants.

Dans sa préface aux discours de Jean Lesage, Raymond Garneau écrit page XII : « Vers la fin du mois de juin 1964, quelque six mois avant ma nomination au poste de secrétaire exécutif du premier ministre, René Arthur, son chef de cabinet adjoint, m'a demandé d'écrire un projet de discours que M. Lesage pourrait prononcer à l'ouverture du congrès annuel du Parti libéral du Québec prévu pour la mi-septembre à Montréal. [...] Au bureau de premier ministre, M. Arthur était le principal rédacteur des discours (*speechwriter*) de M. Lesage. J'acceptai avec enthousiasme et c'est comme cela que, de fil en aiguille, je suis devenu son rédacteur de discours. » Néanmoins, Denis Monière écrit quant à lui à la page 4 que selon « Claude Morin (*Mes premiers ministres*, 1991 : 25), qui fut longtemps rédacteur des discours de Lesage, ce dernier ne prenait jamais la parole sans un texte, ce qui donne à la présente anthologie un caractère d'autant plus représentatif et totalisant de la progression de la pensée de l'homme d'État. »

À la page 86 de son autobiographie, Raymond Garneau (voir compte rendu paru dans *Cap-aux-Diamants*) fait état que René Arthur lui a en effet proposé d'écrire un projet de discours à l'occasion de l'ouverture du congrès du Parti libéral du Québec à Montréal. Or, si l'on considère que Claude Morin a rédigé la majorité des discours de Lesage comme il l'écrit dans *Mes premiers ministres*, on peut s'éton-

ner que Garneau fasse table rase de Morin dans son récent ouvrage autobiographique de même que dans sa présentation des discours de Lesage. De surcroît, l'ouvrage des discours de Lesage omet de mentionner la participation de Brian Richard, alias Peter Châteauvert, à la traduction des discours de Lesage lui qui est ancien du 1<sup>er</sup> bataillon du Royal Montreal Regiment et greffier du feuilleton (ordre du jour des séances) et des journaux (procès-verbaux) à l'Assemblée législative le 1<sup>er</sup> décembre 1960 et assistait à ce titre le greffier de la Chambre. La famille Châteauvert faisait partie d'un groupuscule d'amis proche des Lesage depuis alors une vingtaine d'années autour du notaire Sirois, de Gilles Lamontagne, de Guy Des Rivières (descendant de la dynastie des Taschereau), oncle de Louise Beaudoin, des Caron et de quelques autres.

Cette série de noms montrent bien que les amitiés moins connues des Lesage sont aussi celle du Parti libéral dont certaines archives ont sombré au Club de réforme du Québec, mais aussi lors de l'incendie du Centre de pré-archives du gouvernement du Québec, en décembre 1981, fait qui est évidemment connu de la communauté des archivistes de la région, mais moins du monde politique et juridique évidemment. Grâce à son oncle Arthur Lesage, bras droit d'Ernest Lapointe, Jean Lesage gravite rapidement dans les gironnets politiques libéraux comme l'indique d'ailleurs Monière en oubliant de mentionner les autres, moins connus certes, mais tout aussi importants dans la durée. Il faut ajouter à ceux-là Louis Saint-Laurent qui côtoyait, comme les Châteauvert, la dynastie des juges et avocats Choquette, dont le Québec vient de perdre un des derniers représentants en la personne de l'ancien ministre Jérôme Choquette.

Les quelques commentaires de Denis Monière que nous retenons sont les

suyants à la page 10 : « Même si on ne l'a pas vécue soi-même, il est en effet difficile de ne pas ressentir une forme de nostalgie à son égard. Elle est devenue une sorte d'“antebellum” de l'histoire du Québec, l'âge d'or d'un consensus social désormais révolu, le point de référence pour évaluer notre évolution récente ». Au-delà d'un commentaire purement biographique de la carrière de Lesage, de ses grandes réussites, ce sont aussi celles qu'a connues la Révolution tranquille dont font état les auteurs. Ainsi, par exemple, à la page 17 : « Cet accès à la “modernité”, qui bien entendu constitue un excès de langage, prend essentiellement la voie d'une affirmation collective qui elle-même passe par une (ré) appropriation des capacités de développement dont l'État central du Québec sera désormais le principal fiduciaire. Mentionnons au passage la professionnalisation de la fonction publique, la création de la Société générale de financement, la création de la Caisse de dépôt et placement, la création du ministère de l'Éducation et la poursuite de la nationalisation de l'hydroélectricité entreprise par Adélard Godbout. [...] »

À la page 96, Jean Lesage fait état d'un tournant dans l'histoire des partis politiques, à savoir le discrédit de l'Union nationale provoqué en 1958 par le scandale du gaz naturel. « Et tout ce mal pour rien! Avec son passé, l'Union nationale n'a pas d'avenir. Pas un seul, soyez-en sûres, mesdames, pas un seul député de l'opposition actuelle ne siègera à droite. Si jamais l'Union nationale reprend le pouvoir, ce sera parce qu'une nouvelle génération, lasse d'avoir été si longtemps sa dupe, aura signifié leur congé à ceux qui se sont crus propriétaires de leur parti. Non, pas un seul député actuel de l'Union nationale ne se retrouvera au pouvoir car ce parti est totalement discrédité aux yeux du public et il a entièrement perdu la confiance des citoyens du Québec. Il est devenu le

symbole de la corruption et du patronage. Il s'est écroulé avec fracas sous le poids de ses propres scandales, et le citoyen moyen est ahuri de découvrir l'étendue de son immoralisme politique ». Pourtant, bon nombre de personnes visées par les accusations sont restées à un titre ou un autre dans l'appareil gouvernemental. Plus loin, à la page 160, Lesage revient sur cet épisode du scandale du gaz naturel qui est resté relativement inconnu dans l'histoire récente du Québec :

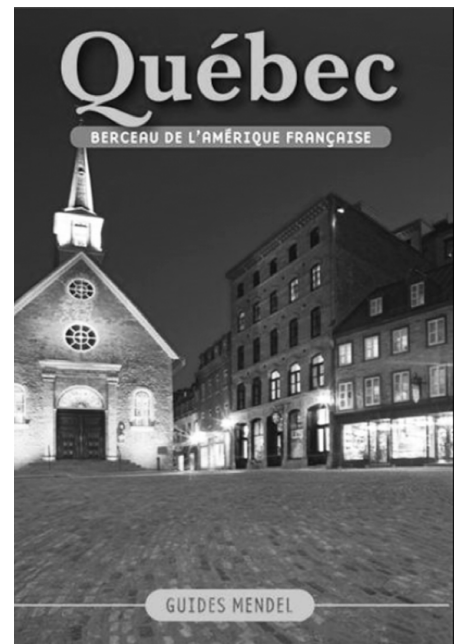
« Il n'est pas surprenant alors que de telles gens, l'Union nationale puisqu'il faut bien la nommer, se soient rendus coupables, il y a quelques années à peine d'un crime odieux que notre population ne pourra jamais leur pardonner. En effet, ces gens qui ont dénationalisé à leur profit personnel un secteur public – celui du gaz naturel – voudraient aujourd'hui nous faire croire qu'ils recherchent le bien des Québécois. Quelle farce! »

On a vite oublié que Pierre Laporte, celui qui a provoqué le scandale en 1958, à la demande du directeur du *Devoir* Gérard Fillion, fut lui-même diabolisé avec les mêmes méthodes en 1970.

Plusieurs erreurs de saisie informatique sont à déplorer dans cet ouvrage. Néanmoins, il faut reconnaître que cette collection de discours méritait une publication et que celle-ci peut donner l'exemple à nos jeunes politiciens. Denis Monière, figure bien connue de l'analyse politique, a été professeur au Département de science politique de l'Université de Montréal jusqu'en 2012. Il a publié plus d'une quarantaine d'ouvrages entièrement consacrés à l'analyse de la politique québécoise. Il a été pendant dix ans président de la Société du patrimoine politique du Québec, de 2004 à 2014. Quant à Jean-François Simard, il est titulaire d'un doctorat en sociologie de l'Université Laval, ex-député et ex-ministre à l'Assemblée nationale du Québec. Il est professeur en sciences

sociales à l'Université du Québec en Outaouais et titulaire de la Chaire Senghor de la Francophonie.

### Jean Nicolas De Surmont



David Mendel. *Québec. Berceau de l'Amérique française*. Traduction française de Paule Champoux. Photographies de Luc-Antoine Couturier. Québec, Éditions Sylvain Harvey / Commission de la capitale nationale, 2012, 141 p. (Coll. « Guides Mendel »).

Voici un des très bons guides sur la ville de Québec, rédigé par David Mendel, guide féru et résident du Vieux-Québec depuis 40 ans. Nous avons déjà louangé son livre précédent, *Québec, ville du patrimoine mondial* (2010), paru chez le même éditeur. Dans les deux cas, le propos se centre sur la position privilégiée occupée par Québec depuis plus de quatre siècles pour nous faire comprendre son inclusion – jalouée – sur la liste des villes du patrimoine mondial de l'UNESCO : il ne s'agit pas d'un